



PRÉFET DE LA HAUTE- LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Affaire suivie par : Julien INART

UiD Loire Haute-Loire

Pôle Déchets, Sites et Sols Pollués

Tél. : 04 77 43 53 53

Courriel : julien.inart@developpement-durable.gouv.fr

Réf. UID4243-DSSP-020-0497/JI

Saint-Étienne, le 19 novembre 2020

Lettre recommandée avec accusé de réception n°1A 166 419 1523 8

Monsieur,

L'inspection des installations classées a réalisé le 06 novembre 2020 un contrôle de votre installation de tri, transit, regroupement de métaux et de déchets métalliques, dépollution et démontage de VHU située à Saint-Just-Malmont.

En application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, copie du rapport que je transmets à monsieur le préfet du département de la Haute-Loire.

Cette visite d'inspection a permis de mettre en exergue des non-conformités détaillées dans le rapport joint, qui ont fait l'objet d'une proposition à monsieur le préfet de la Haute-Loire de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement et de vous mettre en demeure de respecter certaines dispositions détaillées dans le rapport.

Vous pouvez porter à la connaissance du préfet de la Haute-Loire (Bureau des Collectivités Territoriales et de l'Environnement – 6, avenue du Général-de-Gaulle – CS 40321 – 43009 LE PUY-EN-VELAY Cedex), dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la présente lettre recommandée, les éventuelles observations que pourraient susciter le rapport et notamment la proposition de mise en demeure envisagée (voir rapport), délai à l'issue duquel l'arrêté préfectoral de mise en demeure pourra être signé. J'attire votre attention sur le fait qu'en cas de non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure qui pourrait être pris par le préfet de la Haute-Loire, il pourra être fait usage des suites et sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Sauf réserve de votre part motivée sous un délai de quinze jours par des considérations prévues par la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et des articles L. 110-1-4°, L. 124-1, L. 125-1, L. 125-4 et L. 521-7 du code de l'environnement, le rapport ci-joint au présent courrier sera publié sur le site Internet de l'inspection des installations classées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

L'inspecteur de l'environnement

Monsieur Bernard HAON
ZI La Garnasse
43240 SAINT-JUST-MALMONT